



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/7837
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1981 autorisant un élevage avicole (16 000 dindes en extension de 16 000 dindes) soit 32 000 dindes au nom de M. COLLET Georges ;

- VU** le changement d'exploitant du 10 février 1997, pour la reprise de l'élevage avicole (51 000 animaux équivalents) avec changement de production (poulettes), au lieu-dit « La Fontaine » en GRACE UZEL par M. DUSSEUX Gildas ;
- VU** la demande présentée le 24 octobre 2008 par l'installation classée « **DUSSEUX Gildas** », sise « La Fontaine » en GRACE UZEL, en vue d'une demande d'autorisation d'exploiter un élevage avicole de 66 000 animaux équivalents avec la mise à jour du plan d'épandage, en GRACE UZEL au lieu-dit « La Fontaine » ;
- VU** l'avenant du 24 octobre 2008 modifiant le projet et présentant un contrat de reprise du fumier brut par la société HUON en remplacement du projet de compostage du fumier de volailles ;
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 septembre 2011 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 septembre 2011 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 35 mètres du cours d'eau le plus proche ;
- CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de UZEL, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12 500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha ;
- CONSIDERANT** que le projet consiste à passer à 66 000 poulets standards (66 000 animaux équivalents) ;
- CONSIDERANT** que la restructuration implique une augmentation de la production d'effluents et la mise à jour du plan d'épandage en annexe de l'élevage avicole, avec contrat de reprise du fumier brut en sortie d'atelier par la société ETS HUON ;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire a obtenu une marge d'azote supplémentaire de 2441 kg d'azote en Commission Départementale d'Orientation Agricole du 30 juin 2008 ;
- CONSIDERANT** que l'élevage produit au total 12 177 UN organique et 10 148 UP205 :
- 9 100 UN et 7 584 UP205 sont reprises par la société ETS HUON directement en sortie d'élevage sous forme de fumier brut ;
 - 2 200 UN et 1 833 UP205 sont exportées chez un prêteur de terre : Mme DUSSEUX Annaïck à GRACE UZEL ;
 - L'ensemble des déjections restant sur l'exploitation est épandu sur les Terres En Propre du pétitionnaire, soit 877 UN et 731 UP205 ;

- Les surfaces disponibles sont de 12,8 Ha de Superficie Agricole Utile et 11 Ha de Superficie Directive Nitrate ;

Chez le pétitionnaire, les pressions correspondantes sont de 80 UN / ha de Superficie Directive Nitrate et 66 UP2O5 / ha de Superficie Directive Nitrate ;

La charge totale azotée est de 110 UN/ha de Superficie Agricole Utile ;

Chez le prêteur, les pressions sont de 140 UN / ha de Superficie Directive Nitrate et 78 UP2O5 / ha de Superficie Directive Nitrate. La pression totale azotée est de 156 UN / ha de Surface Agricole Utile ;

CONSIDERANT :

- que le pétitionnaire respecte les plafonds et seuils obligatoires en termes de pressions azote et phosphore

- que le solde agronomique est correct

- que le contrat de reprise stipule que les produits seront exportés hors ZES

- qu'il n'y a pas de construction nouvelle ou extension des bâtiments existants

- qu'une haie arborée de 10 m sépare le court d'eau du bâtiment situé à moins de 35 mètres ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1981, sont modifiées comme suit :

1.1.- Mr DUSSEUX Gildas, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à GRACE UZEL au lieu-dit "La Fontaine", est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZI n° 172), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 66 000 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 66 000 poulets standards sous réserve que la rotation des productions sur le poulailler permette de limiter la production d'azote à 12 177 kg par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1.2.- En application des dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005, une dérogation est accordée au Mr DUSSEUX Gildas, pour exploiter à GRACE UZEL au lieu dit « La Fontaine » (section ZI n° 172), à moins de 35 m d'un cours d'eau, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, son atelier avicole.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage :

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1981, sont modifiées comme suit :

2.1. Aménagement :

2.1.1. - La surface du(des) poulailler(s) ne devra pas dépasser 3000 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - Autres :

Les écrans de végétations et bandes arborées en place sur le site d'exploitation devront être maintenus.

ARTICLE 3 - Gestion des flux - Traçabilité :

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1981, sont modifiées comme suit :

Une convention est établie avec la société ETS HUON, qui assure la reprise 336 tonnes de fumier de poulets et pintades sur paille par an soit 9 100 unités d'azote et 7 584 unités phosphore.

Cette convention devra préciser :

- les obligations de l'éleveur,
- les conditions de reprise,
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Résorption :

Transfert : 9100 kg N

ARTICLE 5 – Prescriptions épandage sur céréales :

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 6 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 octobre 1981 restent inchangées.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives municipales de GRACE UZEL pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de GRACE UZEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- « — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- « — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de GRACE UZEL, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le **17 OCT. 2011**

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Philippe de Gestas-Lespérour